



RECUEIL

DES

ACTES

ADMINISTRATIFS

ANNEE 2016 – NUMERO 103 DU 8 AVRIL 2016

TABLE DES MATIERES

SGAR – SECRÉTARIAT POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES

Arrêté modifiant l'arrêté du 5 février 2010 modifié portant organisation des services de la préfecture de la zone de défense Nord, de la Région Nord - Pas-de-Calais et du département du Nord

DDTM - DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Arrêté préfectoral rejetant la demande d'autorisation unique présentée par la société QUADRAN en vue d'exploiter une production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent à Houdain-lez-Bavay (projet éolien du Bavaisis)

Arrêté préfectoral accordant à la société "Les Vents du Cambrésis" une autorisation unique pour des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent de 6 aérogénérateurs situés sur le territoire des communes de Ribécourt-la-Tour, Noyelles-sur-Escaut et Cantaing-sur-Escaut (parc éolien "Le Seuil du Cambrésis")

ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE CENTRE HISTORIQUE MINIER DU NORD - PAS DE CALAIS

Délibérations du Conseil d'administration du 7 avril 2016

PRÉFET DE LA REGION
NORD-PAS-DE-CALAIS-PICARDIE

**ARRETE MODIFIANT L'ARRETE DU 5 FEVRIER 2010 MODIFIE PORTANT ORGANISATION
DES SERVICES DE LA PREFECTURE DE LA ZONE DE DEFENSE NORD,
DE LA REGION NORD – PAS-DE-CALAIS
ET DU DEPARTEMENT DU NORD**

LE PREFET DE LA REGION
NORD - PAS-de-CALAIS - PICARDIE
PREFET DU NORD
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives

Vu les circulaires du Premier Ministre des 7 juillet 2008 et 31 décembre 2008 relatives à l'organisation de l'administration départementale de l'Etat;

Vu l'arrêté du 5 février 2010 modifié portant organisation des services de la préfecture de la zone de défense Nord, de la région Nord Pas-de-Calais et du département du Nord;

Vu l'arrêté du 25 février 2016 portant organisation du Secrétariat général pour les affaires régionales de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie ;

Vu l'avis des comités techniques des préfectures du Nord et de la Somme réunis en formation conjointe le 7 décembre 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

A R R E T E :

Article 1er : L'organisation du Secrétariat général pour les affaires régionales fixée au paragraphe III de l'annexe de l'arrêté du 5 février 2010 susvisé est modifiée comme suit :

« III – Secrétariat général pour les affaires régionales

Pôle Politiques publiques :

- Missions 1 « Stratégie de l'Etat »

- Mission Stratégie, coordination et contractualisation
- Mission Europe et International

- Missions 2 « Politiques de cohésion »

- Mission Renouveau urbain, politique de la ville et logement social
- Mission Cohésion sociale, culture, jeunesse et sport, éducation, ESS – innovation sociale

- Missions 3 « Innovation et développement économique »

- Mission Emploi et formation
- Mission Numérique, innovation et intelligence économique
- Commissaire au redressement productif
- Délégation régionale à la recherche et à la technologie
- Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité
- Délégué régional aux restructurations de défense
- Filières industrielles et agricoles, RUI

- Missions 4 « Développement des territoires »

- Mission Développement durable
- Mission Egalité des territoires
- Mission Mobilités multimodales

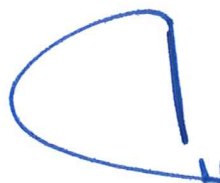
Pôle Modernisation de l'action publique:

- Pilotage et gestion des ressources de l'Etat
 - Gestion des ressources humaines et des moyens du SGAR
 - Mission suivi et performance des BOP
 - Coordination de la politique immobilière de l'Etat
 - Plate-forme régionale d'appui juridique
 - Mission Mutualisations
 - Plate-forme régionale des achats
 - Plate-forme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines
 - GPEC – conseil mobilité carrières
 - Organisation et qualité de vie au travail
 - Développement des compétences ».

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et de la préfecture de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie.

Fait à Lille, le

04 AVR. 2016



Jean-François CORDET



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

04 AVR. 2016

PREFET DU NORD

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer

Service Eau Environnement

Energies, Lutte contre les
Nuisances et Paysages

Réf : DDTM – SEE - ELNP

Arrêté préfectoral rejetant la demande d'autorisation unique présentée par la société QUADRAN en vue d'exploiter une production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent à Houdain-lez-Bavais (projet éolien du Bavaisis)

Le Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais – Picardie
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de la Défense, notamment ses articles L. 5111-5 et L. 5112-2 ;

Vu le code des transports, notamment son article L. 6352-1 ;

Vu l'ordonnance n°2014-355 du 30 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2014-450 du 02 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu la demande présentée en date du 21 mai 2015 par la société QUADRAN, dont le siège social est situé Chemin de Maussac – Domaine de Patau – 34420 VILLENEUVE LES BEZIERS, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant quatre aérogénérateurs d'une puissance maximale totale de 12,8 MW et d'une hauteur de mât de 90m sur la commune de Houdain-lez-Bavay ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (Délégation territoriale de l'Avesnois) en date du 6 juillet 2015 ;

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chef du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 2 septembre 2015 ;

Vu les observations sur le projet d'arrêté présentées par le demandeur par courrier en date du 5 octobre 2015

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la hauteur des mâts étant supérieure à 50 m ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu' il résulte du caractère de la zone NC du POS de Houdain-lez-Bavay qu'on peut autoriser deux types d'exploitation des richesses naturelles : les carrières en secteur NCa et les activités agricoles dans les autres secteurs NC, à l'exclusion de toute autre activité et notamment de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent.

CONSIDÉRANT le constat d'incompatibilité du projet au PLU formulé dans l'avis du 6 juillet 2015 émis par la Direction Départementale des territoires et de la Mer (DDTM) du Nord :

CONSIDÉRANT que l'article 12 du décret n° 2014-450 susvisé stipule :

« I. - Le représentant de l'Etat dans le département rejette la demande d'autorisation unique en cas de désaccord consécutif aux consultations menées conformément aux 2° et 3° du II de l'article 10.

Ce rejet est motivé par l'indication des éléments mentionnés dans ce ou ces désaccords.

II. - Le représentant de l'Etat dans le département peut rejeter la demande pour l'un des motifs suivants :

1° Le dossier reste incomplet ou irrégulier à la suite de la demande mentionnée à l'article 11

2° Le projet ne permet pas d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance du 20 mars 2014 susvisée ;

3° **Le projet est contraire aux règles qui lui sont applicables.**

Ce rejet est motivé. »

CONSIDÉRANT que le PROJET EOLIEN DU BAVAISIS à Houdain-lez-Bavay doit être refusé au motif qu'il est contraire aux règles qui lui sont applicables en matière d'urbanisme;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord

ARRETE

Article 1^{er}

La demande d'autorisation unique présentée par la société QUADRAN, dont le siège social est situé Chemin de Maussac – Domaine de Patau – 34420 VILLENEUVE LES BEZIERS, en vue d'exploiter un parc éolien de 4 aérogénérateurs sur la commune de Houdain-lez-Bavay est rejetée.

Article 2 : délais et voies de recours

I. Conformément à l'article 25 du décret n° 2014-450 susvisé, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Lille :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-355 du 30 mars 2014 susvisée, dans un délai de deux mois à compter de :

a) La publication au recueil des actes administratifs ; cette publication est réalisée par le représentant de l'Etat dans le département dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption de la décision ;

b) L'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article R.512-39 du code de l'environnement ;

c) La publication d'un avis, inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans un journal diffusé dans le ou les départements intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

L'affichage et la publication mentionnent également l'obligation prévue au II de notifier, à peine d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de l'autorisation unique.

II. En cas de recours contentieux à l'encontre de la présente décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intenter ultérieurement à son rejet.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

III. Saisi d'une demande motivée en ce sens, le juge devant lequel a été formé un recours contre la présente décision peut fixer une date au-delà de laquelle des moyens nouveaux ne peuvent plus être invoqués.

Article 3 : décision et notification

Le secrétaire général de la Préfecture du Nord et le Sous-Préfet d'Avesnes sur Helpe sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société QUADRAN et dont copie sera adressée :

- au maire de Houdain-lez-Bavay
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de Houdain-lez-Bavay et pourra y être consulté.

Fait à Lille, le 04 AVR. 2016

Le Préfet

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Olivier GINEZ



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

04 AVR. 2016

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer

Service Eau Environnement

Energies, Lutte contre les
Nuisances et Paysages

Réf : DDTM – SEE - ELNP

Arrêté préfectoral accordant à la société "Les Vents du Cambrésis" une autorisation unique pour des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent de 6 aérogénérateurs situés sur le territoire des communes de Ribécourt-la-Tour, Noyelles-sur-Escaut et Cantaing-sur-Escaut (parc éolien "Le Seuil du Cambrésis")

**Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2014-450 du 2^e mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2000-877 du 7 septembre 2000 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité ;

Vu le décret n°2011-1697 du 1^{er} décembre 2011 modifié relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques, et notamment ses articles 4, 5 et 24 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes prévues à l'article 13 du décret n°2011-1697 ;

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 modifié fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grévées de servitudes aéronautiques;

Vu la demande présentée en date du 3 octobre 2014 puis complétée le 8 avril 2015 par la société Les VENTS du Cambrésis S.A.S. dont le siège social est 521 boulevard du Président Hoover - Le Polychrome à LILLE (59000) en vue d'obtenir l'autorisation unique d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance totale de 42,9 MW ;

Vu les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 28 avril 2015 ;

Vu le registre d'enquête et le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis exprimés lors de l'enquête publique, qui a eu lieu du 24 août au 25 septembre 2015, et notamment les avis opposés d'habitants des communes de Ribécourt-la-Tour, Marcoing et Villers-Pouich ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur et son avis favorable à l'implantation des éoliennes E2, E4, E5, E10, E11 et E12 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu l'avis favorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile en date des 29 janvier et 23 juin 2015, excepté pour l'éolienne E13 qui reçoit un avis défavorable car située à moins de 10 km de la balise VOR de Cambrai ;

Vu l'accord du ministre de la défense en date du 15 décembre 2014 ;

Vu l'avis favorable de l'Armée de l'Air, Commandement de la Défense aérienne et des opérations aériennes, Zone aérienne défense Nord en date du 4 décembre 2014;

Vu l'avis favorable réservé du service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Nord, en date du 25 juin 2015 ;

Vu l'avis favorable des conseils municipaux de Ribécourt-la Tour et de Boursies ;

Vu l'avis réservé du conseil municipal de Cantaing-sur-Escaut ;

Vu l'avis défavorable des conseils municipaux de Marcoing et Villers-Pouich ;

Vu le rapport du 24 décembre 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites , dans sa formation sites et paysages en date du 21 janvier 2016 ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par message électronique en date du 30 décembre 2015;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre I^{er} de l'ordonnance n° 2014-355 susvisée ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifient le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifient le présent arrêté permettent de garantir la conformité des travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L. 421-6 du code de l'urbanisme lorsque l'autorisation tient lieu de permis de construire;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifient le présent arrêté permettent de prendre en compte les objectifs mentionnés au 5° de l'article L.311-5 du code de l'énergie;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut-être accordée que si le projet d'ouvrage répond aux dispositions réglementaires fixées par l'article L. 323-11 du code de l'énergie ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux en matière de paysage, d'avifaune et de chiroptères ;

CONSIDÉRANT que les éventuelles mesures imposées en cas de besoin à l'exploitant, notamment le recours au bridage voire à l'arrêt des aérogénérateurs à certaines plages de vent et à certaines périodes de l'année sont de nature à prévenir les nuisances sonores présentées par les installations ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord

ARRETE

Titre 1^{er}
Dispositions générales

Article 1.1 : Domaine d'application

La présente autorisation unique tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement.
- de permis de construire au titre de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
- d'approbation au titre de l'article L 323-11 du code de l'énergie;
- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie ;
- [des autorisations mentionnées à la section 1 du chapitre V du titre II du livre V du code de l'urbanisme;]
- [d'autorisation prévue aux articles L. 5111-2 et L. 5111-6 du code de la défense;]
- [des autorisations spéciales mentionnées à l'article L. 6352-1 du code des transports ;]

Article 1.2 : Bénéficiaire de l'autorisation unique

La société Les VENTS du Cambrésis S.A.S. dont le siège social est 521 boulevard du Président Hoover - Le Polychrome à LILLE (59000) est bénéficiaire de l'autorisation unique définie à l'article 1.1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 1.3 : Liste des installations concernées par l'autorisation unique

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y			
Aérogénérateur n° 2	708 780	6 999 647	Ribécourt-la-Tour	Chemin de Beaucamps	Section ZR parcelle n° 8
Aérogénérateur n° 4	709 849	6 999 352	Ribécourt-la-Tour	Les Longues Pièces	Section ZP parcelle n° 4
Aérogénérateur n° 5	709 982	6 999 768	Ribécourt-la-Tour	Les Longues Pièces	Section ZP parcelle n° 18
Aérogénérateur n° 10	711 105	7 003 860	Noyelles-sur-Escaut	Les Fonds de Cantaing	Section ZH parcelle n° 10
Aérogénérateur n° 11	710 827	7 004 094	Cantaing-sur-Escaut	La Voie de Marcoing	Section ZH parcelle n° 58
Aérogénérateur n° 12	710 517	7 004 357	Cantaing-sur-Escaut	Chemin des Mortelots	Section ZH parcelle n° 3

Article 1.4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation unique

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Titre II

Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement

Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur du mât le plus haut : 94 m Puissance totale installée en MW : 19,8 MW Nombre d'aérogénérateurs : 6	A

A : installation soumise à autorisation

Article 2.2 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 susvisé

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 3 du Titre 1^{er}.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement par la société Les VENTS du Cambrésis S.A.S. s'élève donc à :

$$M_{(2015)} = 6 \times 50\,000 \times (\text{Index}_{2015} \times \text{coefficient de raccordement} / \text{Index}_{2011}) \times (1 + \text{TVA}_{2015}) / (1 + \text{TVA}_{2011})$$
$$M_{(2015)} = 6 \times 50\,000 \times (102,9 \times 6,5345 / 667,7) \times (1 + 0,20) / (1 + 0,196) = 303\,122 \text{ Euros}$$

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

Index₂₀₁₁ = 667,7 est l'indice TP01 en vigueur au 1^{er} janvier 2011,

Index₂₀₁₅ = 102,9 est l'indice TP01 en vigueur au 1^{er} août 2015,

TVA₂₀₁₁ = 19,6% est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2011,

TVA₂₀₁₅ = 20% est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2015.

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 2.3 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

Article 2.3.1. Protection des chiroptères /avifaune

Compte tenu des enjeux potentiels liés au peuplement de chiroptères, l'exploitant effectue un suivi éco-éthologique du peuplement pendant le chantier et après la mise en fonctionnement du parc éolien.

Le programme de suivi des chiroptères s'attachera à définir les points suivants:

- structure et composition du peuplement en période de reproduction;
- structure et composition du peuplement en période de migration et de swarming;
- stratégie d'occupation spatio-temporelle des habitats et des abords du parc;
- étude éco-éthologique des espèces vis-à-vis du parc éolien;
- suivi de mortalité éventuelle, notamment pendant les périodes de migration (printemps et automne).

Les protocoles à mettre en œuvre dans ce cadre seront définis précisément lors du lancement de ces missions et après intégration des observations sur l'actualisation des populations au moment du suivi écologique de chantier. La méthodologie employée respectera les référentiels scientifiques les plus à jour reconnus par le ministère en charge de l'Environnement.

Le programme de suivi des peuplements de chiroptères déterminera si des mesures sont nécessaires à la conservation du peuplement en place en fonction des risques réels mesurés in situ.

Compte tenu des enjeux potentiels liés aux peuplements d'oiseaux, notamment les espèces relevant de l'annexe I de la directive Oiseaux 2009/147/CE du 30 novembre 2009 (Pluvier doré, busards,...) et les autres espèces menacées, dont une population existe dans les périmètres d'étude, l'exploitant met en place un suivi pluriannuel des peuplements et de l'occupation spatio-temporelle des milieux. Ce programme de suivi respecte le protocole BACI (Before After Control Impact), avec des inventaires visant à définir un état initial avant la mise en place, un suivi pendant le chantier et, enfin, un suivi après la mise en exploitation.

Ces suivis seront programmés sur les territoires de nidification et d'hivernage, sur les périodes nuptiales et internuptiales des espèces concernées (espèces menacées présentes au moment de la réalisation du chantier) soit le périmètre proche plus le périmètre d'impact pressenti des éoliennes selon les taxons.

Le programme de suivi des espèces d'oiseaux remarquables s'attache à définir les points suivants:

- structure et composition du peuplement d'oiseaux remarquables en période internuptiale (migration pré-nuptiale, migration post-nuptiale, hivernage, estivage, dispersion,...) ;
- structure et composition du peuplement d'oiseaux remarquables en période de nidification;
- localisation précise le cas échéant des nids;
- suivi de l'état d'avancement des nichées concernées (passage d'un expert ornithologue au cours de la période d'élevage des jeunes);
- intervention auprès de l'agriculteur pour une sensibilisation à la préservation des jeunes avant leur envol;
- structure et composition du peuplement d'oiseaux remarquables en période d'hivernage;
- étude éco-éthologique des espèces remarquables vis-à-vis du parc éolien;
- suivi des incidences éventuelles sur la migration et la mortalité.

Les protocoles à mettre en œuvre dans ce cadre seront définis précisément lors du lancement de ces missions et après intégration des observations sur l'actualisation des populations au moment du suivi écologique de chantier. La méthodologie respectera les référentiels scientifiques les plus à jour reconnus par le ministère en charge de l'Environnement.

Le programme de suivi des oiseaux détermine si des mesures sont nécessaires à la conservation du peuplement en place en fonction des risques réels mesurés in situ.

Ces suivis, réalisés par des écologues avec le matériel approprié, ont lieu sur 4 années, réparties sur une durée de 20 ans comme suit : durant l'année suivant le chantier (N+1), durant une année 3 ans après le chantier (N+3), durant une année 10 ans après le chantier (N+10) et durant une année 20 ans après le chantier (N+20). Cette chronologie peut être modifiée à tout moment si les résultats des suivis ainsi réalisés le nécessitent.

L'exploitant transmet, dès qu'il en dispose, les rapports de ces suivis de peuplement en chiroptères et avifaune ainsi que leur analyse à l'inspection des installations classées.

À l'occasion de chaque rapport d'étape de suivi ainsi qu'à l'issue de cette évaluation des impacts réels du parc, l'exploitant détermine si des mesures sont nécessaires à maintenir et à favoriser le peuplement des chiroptères et/ou des oiseaux. Il s'assure de leur mise en œuvre. Dans ce cadre il pourra proposer de restaurer et de développer la trame éco-paysagère des haies et talus boisés de manière à renforcer leur rôle de corridor biologique. Des plantations de haies basses (essences indigènes d'origine locale) et des aménagements légers pourront prendre place au sein du réseau écologique local de manière à guider les animaux en transit dans les zones sans danger de collision.

Ces éventuels aménagements seront établis en concertation avec la profession agricole et les associations locales de chasse ainsi qu'avec le gestionnaire de réseau TRAPIL. Ils tiendront compte d'éventuels projets de remembrement.

Par ailleurs, si les conclusions du suivi écologique mis en place attestent d'un impact écologique, provoqué par les éoliennes, sur les espèces d'oiseaux remarquables (Busards notamment), la société Les VENTS du Cambrésis S.A.S. s'engage, au plus tard dès la fin de la première année de mise en service du parc éolien, à verser pendant 5 ans la somme annuelle de 2 500 euros à un fonds régional de conservation de la nature, pour acheter, restaurer et/ou gérer des milieux favorables à la biodiversité.

En fonction des résultats des suivis ornithologiques et chiroptérologiques précités, une modification des présentes prescriptions peut être décidée.

Article 2.3.2. Protection du paysage

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré.

Article 2.3.2.1. Transformateurs et poste de livraison

Chaque éolienne est dotée d'un transformateur intégré à la machine. Pour les 6 éoliennes, il est prévu deux postes de livraison, de type bâtiment industriel, parallélépipédique. Pour faciliter leur insertion dans le site ils sont de couleur Vert Olive (RAL 6009).

Article 2.3.2.2. Occupation du sol à proximité immédiate des machines

La zone autour des éoliennes, nécessaire à leur exploitation et qui ne peut être remise en culture après la construction sera stabilisée et entretenue régulièrement par l'exploitant du parc. La remise en état des terrains adjacents à l'éolienne à des fins de culture et de sa plateforme doit pouvoir intervenir sous trois mois après la mise en service. Ce délais pourra être aménagé pour tenir compte des conditions climatiques.

Article 2.3.2.3. Chemins d'accès aux éoliennes

L'implantation de ce projet s'appuie notamment sur la trame du réseau de routes et de chemins existants. Les chemins nécessaires à l'entretien des machines sont implantés autant que possible dans le sens des cultures. Ces cheminements sont revêtus pour leur donner une apparence de chemins agricoles et les insérer au mieux dans le paysage occupé.

Article 2.3.3. Mesures d'atténuation des impacts visuels du parc éolien

Des mesures compensatoires paysagères sont proposées aux abords du site même du projet, sur les communes de Cantaing-sur-Escaut, Marcoing, Ribécourt-la-Tour et de Villers-Plouich. Elles prennent notamment la forme d'aides aux particuliers pour la plantation de haies en limites de propriétés en vis-à-vis avec le parc afin de limiter les vues sur les éoliennes.

Article 2.4 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Article 2.4.1. Protection des enjeux écologiques existants

Un balisage écologique en phase travaux sera à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour cela l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires à en garantir la préservation et communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès,...) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale.

Les boisements, haies, talus, accotements enherbés et prairies devront être évités lors de la phase de chantier afin de préserver le site des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage de matériaux, bruit...).

Enfin, il conviendra de restaurer les milieux dans leur état écologique initial après chantier.

Article 2.4.2. Protection des sols et des eaux souterraines

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier.

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur l'ensemble du projet est élaboré par l'exploitant en concertation avec la maîtrise d'oeuvre et l'équipe travaux. Ce plan permet de sensibiliser l'ensemble des intervenants sur les risques de pollutions accidentelles et les conduites à tenir, le cas échéant, pendant l'exécution des travaux. Il spécifie, notamment, les personnes et organismes à contacter en cas de déversements accidentels ainsi que les différents moyens d'action à mettre en œuvre lors de tels accidents (fiches de données de sécurité des produits utilisés, dispositifs d'urgence à mettre en œuvre, dispositifs de dépollution disponibles sur le chantier). L'exploitant doit fournir ce plan d'intervention et sensibiliser tout le personnel susceptible d'intervenir sur le chantier sur le cas de pollution accidentelle.

Aucun stockage de réservoirs d'huiles ou de carburant sur la zone de chantier et sur la piste de travail n'est autorisé. Le stockage des produits susceptibles de polluer, matériaux, matériels, déchets, etc.... est organisé sur le seul site de la base vie. L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Aucun entretien des machines n'est autorisé sur le site. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont interdites dans les zones hydrologiques sensibles notamment à proximité des ruisseaux et des périmètres de captage. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide.

Il convient de veiller à ne pas favoriser l'infiltration d'eau susceptible d'être polluée au niveau de la zone de travaux. En cas de pollution, les eaux polluées sont pompées et stockées dans des réservoirs mis à disposition sur le site et à proximité immédiate du site des travaux. Ces réservoirs, s'ils sont utilisés, sont placés sur rétention.

En cas de déversement accidentel de produit susceptible de polluer les eaux souterraines, sans délais, la zone concernée par l'incident est traitée par un produit absorbant. Les terres souillées sont ensuite décaissées sur une épaisseur suffisante pour atteindre la couche saine puis entreposées sur une zone totalement imperméabilisée. Elles sont recouvertes par une membrane étanche afin d'éviter un éventuel ruissellement en cas de pluie. Après caractérisation de leur qualité elles sont évacuées vers un centre de traitement ou de stockage adapté.

Article 2.4.3. Période du chantier

Il convient dans la mesure du possible d'effectuer les travaux au cours de périodes où le sol n'est pas trop gorgé d'eau afin d'éviter le phénomène d'orniérage. Plus généralement le calendrier de chantier est calé sur les contraintes écologiques locales (phénologie de la reproduction des espèces sensibles) et adapté en permanence pendant le déroulement du chantier sur les conseils d'un écologue.

Article 2.4.4. Organisation du chantier

Afin d'avoir l'impact le plus faible sur l'environnement, une seule base vie est installée pour les salariés intervenant sur le chantier de construction du parc éolien en amont des premiers travaux et ceux jusqu'à la fin du chantier. Elle comprend notamment :

- des réfectoires;
- des vestiaires;
- des sanitaires;
- des bureaux;
- des modules de stockage.

Le périmètre du chantier est bien délimité, il préserve l'espace de tout dérangement superflu et n'engendre pas d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire.

Les aires de stockage doivent être organisées en retrait des ouvertures visuelles majeures pour éviter la création d'obstacles visuels pouvant dénaturer la perception des vues paysagères du territoire.

Concernant la gestion de la ressource en eau, cette base vie est complètement autonome. Son approvisionnement par citerne externe permet de contrôler les volumes utilisés et de prévenir les gaspillages. La récupération des eaux usées est dirigée dans une fosse d'accumulation qui est vidée régulièrement.

Concernant les déchets générés sur la base vie, ceux-ci sont récupérés dans différents containers en fonction de leur nature, afin de respecter le tri sélectif. Ces containers sont régulièrement vidés et leurs contenus éliminés selon des filières appropriées.

La terre végétale décapée au niveau des aires de lavage et des accès créés est stockée à proximité et réutilisée autour des ouvrages. Les matériaux de couches inférieures extraits lors des travaux de terrassement des fondations sont également stockés sur place puis mis en remblais autour des ouvrages en fin de chantier.

Article 2.4.5. Prévention des nuisances

Afin de limiter la gêne occasionnée par le chantier pour les riverains et les usagers du site, les mesures qui suivent sont mises en œuvre.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. Les engins de chantier sont conformes à un type homologués et leurs niveaux de bruit émis sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication acoustique (par exemple sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les travaux auront lieu préférentiellement en période diurne et en tout état de cause en dehors de la période 22h-5h.

La trêve de repos hebdomadaire sera observée, conformément aux exigences du Code du Travail.

La phase de travaux peut générer des émissions de poussières. Si besoin (par temps sec et venté), les abords et les accès du chantier seront arrosés pour réduire les émissions et la propagation de poussières.

Article 2.4.6. Accès

Pour ne pas trop empiéter sur les secteurs agricoles, les chemins existants sont utilisés au maximum et les prélèvements sur accotements sont limités au strict nécessaire. Les chemins permettant d'accéder au site seront si besoin renforcés pour le passage des engins et poids lourds. Les chemins utilisés lors de la phase

chantier sont remis en état lorsqu'une dégradation est constatée.

Si des phénomènes d'érosion et de ruissellement sont constatés suite au chantier, les dispositions sont prises pour favoriser le drainage des écoulements et pour assurer le maintien et la stabilité des sols en bordure des chemins ou de l'aire de grutage. La remise en état du site et des voiries intervient dans les 3 mois après la clôture du chantier. Ce délai peut être aménagé suivant les conditions climatiques (attentes de conditions favorables sèches, de températures tempérées pour mise en place des traitements).

Article 2.4.7. Sécurité

Une attention particulière sera apportée à la sécurité des usagers des routes empruntées par les convois de transport et les engins de chantier.

Article 2.5 : Balisage lumineux

Afin de réduire l'impact des balises lumineuses sur la commodité du voisinage, les mesures suivantes sont adoptées par l'exploitant.

2.5.1- Synchronisation des feux de toutes les machines du parc éolien

Conformément à la réglementation, les signaux des feux des machines du parc éolien Le Seuil du Cambrésis sont synchronisés.

2.5.2- Réglage de la fréquence des signaux lumineux

Conformément à ce que prévoit l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), les flashes lumineux des éoliennes projetées sont réglés à la fréquence minimale acceptable, soit 20 flashes par minute, de jour comme de nuit.

2.5.3- Utilisation de feux d'obstacles nouvelle génération

L'exploitant s'engage à utiliser la nouvelle génération de balise lumineuse à LED, minimisant les impacts vers le sol.

Article 2.6 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation

Pour les opérations de gestion des abords des éoliennes et des zones d'évolution des engins, l'utilisation des produits phytosanitaires est à éviter. Des opérations de fauche mécanique doivent être préférées à l'usage des pesticides.

Article 2.7 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Article 2.8 : Auto surveillance

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

Article 2.8.1. Programme d'auto surveillance

Article 2.8.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette

surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 2.8.1.2. Contrôles et analyses, contrôles inopinés

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.8.2. Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 2.8.2.1. Auto surveillance des niveaux sonores

La première campagne de mesures acoustiques sera menée dans les 6 mois suivant la mise en service des installations. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réalisation des mesures.

Article 2.9 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 2.8 les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition à l'inspection des installations classées.

Dans le cas de la mise en place d'un plan de bridage et/ou d'arrêt des éoliennes, le plan de bridage et/ou d'arrêt des aérogénérateurs peut être renforcé, ou réajusté le cas échéant, au regard des résultats des mesures réalisées et après validation par l'inspection des installations classées.

Article 2.10 : Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R 553-5 à R 553-8 du code de l'environnement pour l'application de l'article R.512-30 , l'usage à prendre en compte est un usage agricole.

Titre III

Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie et d'approbation d'un projet d'ouvrage au titre de l'article L 323-11 du code de l'énergie

Article 3.1 : Approbation

Le projet d'ouvrage relatif à la construction de la première phase de raccordement électrique des installations du parc éolien "Le Seuil du Cambrésis" visées et localisées à l'article 1.3 du présent arrêté est approuvé. L'ouvrage est réalisé conformément au dossier de demande d'autorisation unique susvisé, présenté par le bénéficiaire susvisé à l'article 1.2 du présent arrêté, et à ses engagements.

Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant fournit le tracé détaillé des canalisations électriques et assure l'enregistrement de cet ouvrage dans le guichet unique

Article 3.2 : Enregistrement

Au terme de la construction de l'installation, le bénéficiaire de la présente autorisation communique au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité concerné les informations nécessaires à l'opération d'enregistrement prévue à l'article 7 du décret n°2011-1697 visé ci avant.

Sont notamment communiqués l'emplacement des ouvrages, leurs dimensions, leur date de construction, leurs caractéristiques électriques, leur technologie, les organes particuliers et les installations annexes, les opérations significatives de maintenance ainsi que la date du contrôle technique prévu à l'article 3.3 de la présente autorisation.

Article 3.3 : Contrôle technique

Le contrôle technique des ouvrages attendu de l'article 13 du décret n° 2011-697 visé ci-avant est effectué lors de la mise en service de l'ouvrage selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 visé ci-avant, ou tout texte venant le modifier. Le maître d'ouvrage informe le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la réalisation de ce contrôle et lui en transmet, sur sa simple demande, le compte-rendu.

Article 3.4 : Nature de l'autorisation d'exploiter

En application de l'article L 311-5 du code de l'énergie, le bénéficiaire susvisé à l'article 1.2 du présent arrêté est autorisé à exploiter un parc éolien d'une capacité de production de 19,8 MW, localisée conformément à l'article 1.3 du présent arrêté.

Article 3.5 : Conformité technique

Les câbles électriques reliant les éoliennes objet de la présente autorisation aux postes de livraison n°1 et n°2 respectent les dispositions prévues par l'arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Titre IV
Dispositions diverses

Article 4.1 : Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation unique sont ceux mentionnés à l'article R. 512-74 du code de l'environnement ou le cas échéant à l'article R 553-10 du même code.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lille.

I. Les décisions mentionnées aux articles 10 et 12 de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 susvisée peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance précitée, dans un délai de deux mois à compter de :

- la publication au recueil des actes administratifs ; cette publication est réalisée par le représentant de l'Etat dans le département dans un délai de quinze jours à compter de son adoption ;
- l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues à l'article R. 512-39 du code de l'environnement ;
- la publication dans deux journaux locaux dans les conditions prévues à l'article R. 512-39 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

II. En cas de recours contentieux à l'encontre d'une autorisation unique, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait tenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

L'affichage et la publication prévus à l'article 4.2 du présent titre mentionnent également l'obligation de notification sus-visée

Article 4.2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies de Ribécourt-la-Tour, Noyelles-sur-Escaut et Cantaing-sur-Escaut.

Les maires des communes de Ribécourt-la-Tour, Noyelles-sur-Escaut et Cantaing-sur-Escaut feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Nord l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société Les VENTS du Cambrésis S.A.S..

Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Anneux, Flesquières, Fontaine-Notre-Dame, Marcoing, Villers-Plouich, Banteux, Bantouzelle, Boursies, Cambrai, Crèvecœur-sur-l'Escaut, Gonnelieu, Gouzeaucourt, Honnecourt-sur-Escaut, Les-Rues-des-Vignes,

Masnières, Moeuvres, Niergnies, Proville, Raillencourt-Sainte-Olle, Rumilly-en-Cambrésis, Saily-lez-Cambrai et Villers-Guislain, dans le département du Nord, Graincourt-lès-Havrincourt, Havrincourt, Trescault, Bourlon, Hermies, Metz-en-Couture, Neuville-Bourjonval, Ruyaulcourt et Sains-lès-Marquion, dans le département du Pas-de-Calais, Heudicourt et Sorel dans le département de la Somme.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture du Nord et aux frais de la société Les VENTS du Cambrésis S.A.S dans deux journaux diffusés dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme.

Article 4.3 : Information

L'exploitant communique à l'Inspection des installations classées ainsi qu'aux opérateurs radar la date de mise en service des installations du parc éolien "Le Seuil du Cambrésis".

Article 4.4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-préfet de l'arrondissement de Cambrai sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société "Les Vents du Cambrésis", bénéficiaire de l'autorisation unique, et dont une copie sera adressée :

- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- aux Maires des communes d'Aneux, Flesquières, Fontaine-Notre-Dame, Marcoing, Villers-Plouich, Banteux, Bantouzelle, Boursies, Cambrai, Cantaing-sur-Escaut, Crèvecœur-sur-l'Escaut, Gonnelieu, Gouzeaucourt, Honnecourt-sur-Escaut, Les-Rues-des-Vignes, Masnières, Moeuvres, Niergnies, Noyelles-sur-Escaut Proville, Raillencourt-Sainte-Olle, Ribécourt-la-Tour, Rumilly-en-Cambrésis, Saily-lez-Cambrai et Villers-Guislain, dans le département du Nord, Graincourt-lès-Havrincourt, Havrincourt, Trescault, Bourlon, Hermies, Metz-en-Couture, Neuville-Bourjonval, Ruyaulcourt et Sains-lès-Marquion, dans le département du Pas-de-Calais, Heudicourt et Sorel dans le département de la Somme.

Fait à Lille, le 04 AVR. 2016

Le Préfet
Pour le préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint

Olivier GINEZ

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AVRIL 2016

Le sept avril deux mille seize, à 16 heures, le Conseil d'Administration de l'établissement public de coopération culturelle Centre Historique Minier, légalement convoqué le 16 mars 2016, s'est tenu au Centre Historique Minier, Salle Jules Mousseron, sous la Présidence de M. Joël PIERRACHE.

PRESENTS /REPRESENTES :

CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE NORD PAS DE CALAIS PICARDIE			COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS			COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR D'OSTREVENT		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
Mme Aurore COLSON	1		M. Alain SEGOND	1		M. Joël PIERRACHE	1	
M. Jean-Jacques PEYRAUD	1		M. Jean-Michel SZATNY	1		Mme Arlette DUPILET	1	
M. Frédéric NIHOUS	1		M. Henri JARUGA	1				
M. François DECOSTER		1	COMMUNE DE LEWARDE			ETAT		
M. Jean-Paul FONTAINE		1						
M. André MURAWSKI	1							
Mme Françoise COOLZAET	0		M. Alain BRUNEEL	0		M. Jean-François CORDET, représenté par Mme Myriam BOYER	1	

PERSONNALITES QUALIFIEES			REPRESENTANT DU PERSONNEL		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
M. Louis BEMBENEK	1		Non encore élu		
Mme Anne-Laure CARRÉ	1		Non encore élu		
M. Edouard DAPVRIL	1				
M. Jean HAJA	1				
Mme Jeannine MARQUAILLE	1				
M. Daniel MIO	1				
M. Michel PASCAL		1			
M. Jack VERLAINE	1				

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

- Mme Amy BENADIBA, Directrice-Conservatrice de l'Association Centre Historique Minier
- Mme Sylvie FEREY, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie
- Mme Léa ROUZÉ, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie

Le quorum (11) étant atteint, le Conseil d'Administration peut valablement délibérer.

- Présents : 17
- Votants : 20

CREATION DU POSTE DE DIRECTEUR/TRICE DE L'EPCC

DELIBERATION N° 2016-04-04 DU 7 AVRIL 2016 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n° 2006-723 du 22 juin 2006, relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,
Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,
Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,
Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 portant création de l'établissement public de coopération culturelle CENTRE HISTORIQUE MINIER,

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Conformément aux articles 9, 10 et 11 des statuts de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER relatifs aux attributions du Conseil d'Administration,
Il est proposé au Conseil d'Administration de créer le poste de Directeur de l'établissement CENTRE HISTORIQUE MINIER,

Après en avoir délibéré le Conseil d'Administration décide :

- de créer le poste de Directeur de l'établissement CENTRE HISTORIQUE MINIER

Votants : 20.

Fait à Lewarde, le 7 avril 2016

Le Président de l'EPCC

M. Joël PIERRACHE



Régulièrement publié et transmis en Préfecture : le 7 avril 2016

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AVRIL 2016

Le sept avril deux mille seize, à 16 heures, le Conseil d'Administration de l'établissement public de coopération culturelle Centre Historique Minier, légalement convoqué le 16 mars 2016, s'est tenu au Centre Historique Minier, Salle Jules Mousseron, sous la Présidence de M. Joël PIERRACHE.

PRESENTS /REPRESENTES :

CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE NORD PAS DE CALAIS PICARDIE			COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS			COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR D'OSTREVENT		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
Mme Aurore COLSON	1		M. Alain SEGOND	1		M. Joël PIERRACHE	1	
M. Jean-Jacques PEYRAUD	1		M. Jean-Michel SZATNY	1		Mme Arlette DUPILET	1	
M. Frédéric NIHOUS	1		M. Henri JARUGA	1				
M. François DECOSTER		1	COMMUNE DE LEWARDE			ETAT		
M. Jean-Paul FONTAINE		1						
M. André MURAWSKI	1							
Mme Françoise COOLZAET	0		M. Alain BRUNEEL	0		M. Jean-François CORDET, représenté par Mme Myriam BOYER	1	

PERSONNALITES QUALIFIEES			REPRESENTANT DU PERSONNEL		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
M. Louis BEMBENEK	1		Non encore élu		
Mme Anne-Laure CARRÉ	1		Non encore élu		
M. Edouard DAPVRIL	1				
M. Jean HAJA	1				
Mme Jeannine MARQUAILLE	1				
M. Daniel MIO	1				
M. Michel PASCAL		1			
M. Jack VERLAINE	1				

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

- Mme Amy BENADIBA, Directrice-Conservatrice de l'Association Centre Historique Minier
- Mme Sylvie FERÉY, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie
- Mme Léa ROUZÉ, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie

Le quorum (11) étant atteint, le Conseil d'Administration peut valablement délibérer.

- Présents : 17
- Votants : 20

DESIGNATION DU/DE LA DIRECTEUR/TRICE DE L'EPCC

DELIBERATION N° 2016-04-05 DU 7 AVRIL 2016 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n° 2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 portant création de l'établissement public de coopération culturelle CENTRE HISTORIQUE MINIER,

Vu les statuts de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER dans ses articles 9, 10 et 11 et son titre IV, relatifs aux attributions du Conseil d'Administration, du Président du Conseil d'Administration et à la nomination de la Direction,

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Vu que le/la Directeur/trice d'un EPCC – EPIC est nommé par le Président, sur proposition du Conseil d'Administration, à la majorité des deux tiers,

Attendu que l'Association CENTRE HISTORIQUE MINIER est transférée au sein de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER ;

Attendu que cette association est dirigée par une Directrice recrutée au 1^{er} mars 2016 à cet effet ;

Vu que la loi n°2006-723 du 22 juin 2006 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle, et à leur fonctionnement, stipule que la Direction d'un établissement initial constituant un EPCC – EPIC, devient le/la directeur/trice de l'EPCC

Il est proposé au Président du Conseil d'Administration de désigner Madame Amy Benadiba, Directrice - Conservatrice de l'Association, comme Directrice de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER, à compter du 1er Juillet 2016, pour une durée de 5 ans renouvelable.

Après en avoir délibéré le Président du Conseil d'Administration décide :

- de désigner Madame Amy Benadiba, Directrice- Conservatrice de l'Association, comme Directrice de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER, à compter du 1er Juillet 2016, pour une durée de 5 ans renouvelable.

Votants : 20.

Fait à Lewarde, le 7 avril 2016

Le Président de l'EPCC

M. Joël PIERRACHE



Régulièrement publié et transmis en Préfecture le 7 avril 2016

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AVRIL 2016

Le sept avril deux mille seize, à 16 heures, le Conseil d'Administration de l'établissement public de coopération culturelle Centre Historique Minier, légalement convoqué le 16 mars 2016, s'est tenu au Centre Historique Minier, Salle Jules Mousseron, sous la Présidence de M. Joël PIERRACHE.

PRESENTS /REPRESENTES :

CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE NORD PAS DE CALAIS PICARDIE			COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS			COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR D'OSTREVENT		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
Mme Aurore COLSON	1		M. Alain SEGOND	1		M. Joël PIERRACHE	1	
M. Jean-Jacques PEYRAUD	1		M. Jean-Michel SZATNY	1		Mme Arlette DUPILET	1	
M. Frédéric NIHOUS	1		M. Henri JARUGA	1				
M. François DECOSTER		1	COMMUNE DE LEWARDE			ETAT		
M. Jean-Paul FONTAINE		1						
M. André MURAWSKI	1							
Mme Françoise COOLZAET	0		M. Alain BRUNEEL	0		M. Jean-François CORDET, représenté par Mme Myriam BOYER	1	

PERSONNALITES QUALIFIEES			REPRESENTANT DU PERSONNEL		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
M. Louis BEMBENEK	1		Non encore élu		
Mme Anne-Laure CARRÉ	1		Non encore élu		
M. Edouard DAPVRIL	1				
M. Jean HAJA	1				
Mme Jeannine MARQUAILLE	1				
M. Daniel MIO	1				
M. Michel PASCAL		1			
M. Jack VERLAINE	1				

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

- Mme Amy BENADIBA, Directrice-Conservatrice de l'Association Centre Historique Minier
- Mme Sylvie FERREY, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie
- Mme Léa ROUZÉ, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie

Le quorum (11) étant atteint, le Conseil d'Administration peut valablement délibérer.

- Présents : 17
- Votants : 20

MANDAT DONNE AU PRESIDENT POUR LA NEGOCIATION DU CONTRAT DU DIRECTEUR DE L'EPCC

DELIBERATION N° 2016-04-06 DU 7 AVRIL 2016 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n° 2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,
Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,
Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,
Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015, portant création de l'établissement public de coopération culturelle CENTRE HISTORIQUE MINIER,

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Vu les statuts de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER dans ses articles 9 et 10 relatifs aux attributions du Conseil d'Administration et du Président du Conseil d'Administration, qui précisent que le Président du Conseil d'Administration d'un EPCC est habilité à signer le contrat de travail du Directeur et à définir les conditions d'attributions des contrats et conventions.

Il est proposé au Conseil d'Administration de donner mandat au Président du Conseil d'Administration pour négocier le contrat de travail de droit public à durée déterminée de la Directrice de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER.

Après en avoir délibéré le Conseil d'Administration décide :

- de donner mandat au Président du Conseil d'Administration pour négocier le contrat de travail de droit public à durée déterminée de la Directrice de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER.

Votants : 20.

Fait à Lewarde, le 7 avril 2016

Le Président de l'EPCC

M. Joël PIERRACHE



Régulièrement publié et transmis en Préfecture le 7 avril 2016

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AVRIL 2016

Le sept avril deux mille seize, à 16 heures, le Conseil d'Administration de l'établissement public de coopération culturelle Centre Historique Minier, légalement convoqué le 16 mars 2016, s'est tenu au Centre Historique Minier, Salle Jules Mousseron, sous la Présidence de M. Joël PIERRACHE.

PRESENTS /REPRESENTES :

CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE NORD PAS DE CALAIS PICARDIE			COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS			COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR D'OSTREVENT		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
Mme Aurore COLSON	1		M. Alain SEGOND	1		M. Joël PIERRACHE	1	
M. Jean-Jacques PEYRAUD	1		M. Jean-Michel SZATNY	1		Mme Arlette DUPILET	1	
M. Frédéric NIHOUS	1		M. Henri JARUGA	1				
M. François DECOSTER		1	COMMUNE DE LEWARDE			ETAT		
M. Jean-Paul FONTAINE		1						
M. André MURAWSKI	1							
Mme Françoise COOLZAET	0		M. Alain BRUNEEL	0		M. Jean-François CORDET, représenté par Mme Myriam BOYER	1	

PERSONNALITES QUALIFIEES			REPRESENTANT DU PERSONNEL		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
M. Louis BEMBENEK	1		Non encore élu		
Mme Anne-Laure CARRÉ	1		Non encore élu		
M. Edouard DAPVRIL	1				
M. Jean HAJA	1				
Mme Jeannine MARQUAILLE	1				
M. Daniel MIO	1				
M. Michel PASCAL		1			
M. Jack VERLAINE	1				

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

- Mme Amy BENADIBA, Directrice-Conservatrice de l'Association Centre Historique Minier
- Mme Sylvie FERREY, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie
- Mme Léa ROUZÉ, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie

Le quorum (11) étant atteint, le Conseil d'Administration peut valablement délibérer.

- Présents : 17
- Votants : 20

PROPOSITION DE DESIGNATION DU COMPTABLE PUBLIC ET FIXATION DE SA REMUNERATION

DELIBERATION N° 2016-04-07 DU 7 AVRIL 2016 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n° 2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 portant création de l'établissement public de coopération culturelle CENTRE HISTORIQUE MINIER,

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Vu les statuts de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER dans ses articles 9 et 10 relatifs aux attributions du Conseil d'Administration et du Président du Conseil d'Administration,

Conformément à l'article 16 des statuts de l'établissement, relatif au comptable public, la procédure de nomination d'un agent comptable se déroule de la façon suivante : *le Préfet doit nommer le comptable public, sur proposition du Conseil d'Administration de l'établissement.*

Il est demandé au Conseil d'Administration de proposer à Monsieur le Préfet de la Région Hauts de France – Nord-Pas de Calais-Picardie, la désignation de Monsieur Romain Rigaut comme Agent comptable en adjonction de service de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER, et de fixer l'indemnité annuelle de l'adjonction de service à 5 400 € nets.

Après en avoir délibéré le Conseil d'Administration décide :

- de proposer à Monsieur le Préfet de la Région Hauts de France – Nord-Pas de Calais-Picardie, la désignation de Monsieur Romain Rigaut comme Agent comptable en adjonction de service de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER, et de fixer l'indemnité annuelle de l'adjonction de service à 5 400 € nets.

Votants : 20.

Fait à Lewarde, le 7 avril 2016

Le Président de l'EPCC

M. Joël PIERRACHE



Régulièrement publié et transmis en Préfecture le 7 avril 2016

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AVRIL 2016

Le sept avril deux mille seize, à 16 heures, le Conseil d'Administration de l'établissement public de coopération culturelle Centre Historique Minier, légalement convoqué le 16 mars 2016, s'est tenu au Centre Historique Minier, Salle Jules Mousseron, sous la Présidence de M. Joël PIERRACHE.

PRESENTS /REPRESENTES :

CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE NORD PAS DE CALAIS PICARDIE			COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS			COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR D'OSTREVENT		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
Mme Aurore COLSON	1		M. Alain SEGOND	1		M. Joël PIERRACHE	1	
M. Jean-Jacques PEYRAUD	1		M. Jean-Michel SZATNY	1		Mme Arlette DUPILET	1	
M. Frédéric NIHOUS	1		M. Henri JARUGA	1				
M. François DECOSTER		1	COMMUNE DE LEWARDE			ETAT		
M. Jean-Paul FONTAINE		1						
M. André MURAWSKI	1							
Mme Françoise COOLZAET	0		M. Alain BRUNEEL	0		M. Jean-François CORDET, représenté par Mme Myriam BOYER	1	

PERSONNALITES QUALIFIEES			REPRESENTANT DU PERSONNEL		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
M. Louis BEMBENEK	1		Non encore élu		
Mme Anne-Laure CARRÉ	1		Non encore élu		
M. Edouard DAPVRIL	1				
M. Jean HAJA	1				
Mme Jeannine MARQUAILLE	1				
M. Daniel MIO	1				
M. Michel PASCAL		1			
M. Jack VERLAINE	1				

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

- Mme Amy BENADIBA, Directrice-Conservatrice de l'Association Centre Historique Minier
- Mme Sylvie FERREY, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie
- Mme Léa ROUZÉ, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie

Le quorum (11) étant atteint, le Conseil d'Administration peut valablement délibérer.

- Présents : 17
- Votants : 20

AUTORISATION D'OUVERTURE DE COMPTES DE DEPOT DE FONDS

DELIBERATION N° 2016-04-08 DU 7 AVRIL 2016 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n° 2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,
Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,
Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,
Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 portant création de l'établissement public de coopération culturelle CENTRE HISTORIQUE MINIER,

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Attendu que l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER est tenu de respecter les règles de la comptabilité publique et plus particulièrement l'instruction comptable M4,

Conformément aux attendus cités ci-dessus, l'EPCC ne peut ni recevoir ses contributions ou subventions ni régler ses engagements de dépenses par l'intermédiaire d'un organisme bancaire privé.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration de permettre l'ouverture de comptes de dépôt de fonds au Trésor Public. Ces comptes seront ouverts par et avec le payeur public et concernent les comptes relatifs au fonctionnement général de l'établissement et aux régies d'avances et de recettes qui seront créées.

Après en avoir délibéré le Conseil d'Administration décide :

- de permettre l'ouverture de comptes de dépôt de fonds au Trésor Public. Ces comptes seront ouverts par et avec le payeur public et concernent les comptes relatifs au fonctionnement général de l'établissement et aux régies d'avances et de recettes qui seront créées.

Votants : 20.

Fait à Lewarde, le 7 avril 2016

Le Président de l'EPCC

M. Joël PIERRACHE



Régulièrement publié et transmis en Préfecture le 7 avril 2016

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AVRIL 2016

Le sept avril deux mille seize, à 16 heures, le Conseil d'Administration de l'établissement public de coopération culturelle Centre Historique Minier, légalement convoqué le 16 mars 2016, s'est tenu au Centre Historique Minier, Salle Jules Mousseron, sous la Présidence de M. Joël PIERRACHE.

PRESENTS /REPRESENTES :

CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE NORD PAS DE CALAIS PICARDIE			COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS			COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR D'OSTREVENT		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
Mme Aurore COLSON	1		M. Alain SEGOND	1		M. Joël PIERRACHE	1	
M. Jean-Jacques PEYRAUD	1		M. Jean-Michel SZATNY	1		Mme Arlette DUPILET	1	
M. Frédéric NIHOUS	1		M. Henri JARUGA	1				
M. François DECOSTER		1	COMMUNE DE LEWARDE			ETAT		
M. Jean-Paul FONTAINE		1						
M. André MURAWSKI	1							
Mme Françoise COOLZAET	0		M. Alain BRUNEEL	0		M. Jean-François CORDET, représenté par Mme Myriam BOYER	1	

PERSONNALITES QUALIFIEES			REPRESENTANT DU PERSONNEL		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
M. Louis BEMBENEK	1		Non encore élu		
Mme Anne-Laure CARRÉ	1		Non encore élu		
M. Edouard DAPVRIL	1				
M. Jean HAJA	1				
Mme Jeannine MARQUAILLE	1				
M. Daniel MIO	1				
M. Michel PASCAL		1			
M. Jack VERLAINE	1				

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

- Mme Amy BENADIBA, Directrice-Conservatrice de l'Association Centre Historique Minier
- Mme Sylvie FERREY, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie
- Mme Léa ROUZÉ, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie

Le quorum (11) étant atteint, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

- Présents : 17
- Votants : 20

AUTORISATION DE CREATION DES REGIES D'AVANCES ET DE RECETTES

DELIBERATION N° 2016-04-09 DU 7 AVRIL 2016 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n° 2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,
Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,
Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,
Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 portant création de l'établissement public de coopération culturelle CENTRE HISTORIQUE MINIER,

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Vu les statuts de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER dans ses articles 9 et 10 relatifs aux attributions du Conseil d'Administration et du Président du Conseil d'Administration,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié fixant les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes des organismes publics ainsi que le montant de cautionnement imposé à ces agents,

Vu le décret n°97-1259 du 29 décembre 1997 relatif aux régies,

Considérant la nécessité de créer des régies d'avances et de recettes auprès de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER, afin de permettre notamment l'encaissement des produits liés à la billetterie, et produits dérivés, aux ventes occasionnelles de boissons ;

Considérant la nécessité de créer des régies d'avances destinées notamment à l'achat de petit matériel, aux frais de mission, aux frais d'accueil et aux acquisitions artistiques,

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- d'autoriser de manière permanente la Directrice de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER à créer des régies de recettes et à procéder aux nominations des régisseurs et des mandataires, après avis conforme du payeur public.
- d'autoriser de manière permanente la Directrice de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER à créer des régies d'avances et à procéder aux nominations des régisseurs, après avis conforme du payeur public.

Après en avoir délibéré le Conseil d'Administration décide :

- d'autoriser de manière permanente la Directrice de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER à créer des régies de recettes et à procéder aux nominations des régisseurs et des mandataires, après avis conforme du payeur public.
- d'autoriser de manière permanente la Directrice de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER à créer des régies d'avances et à procéder aux nominations des régisseurs, après avis conforme du payeur public.

Votants : 20.

Fait à Lewarde, le 7 avril 2016

Le Président de l'EPCC

M. Joël PIERRACHE



Régulièrement publié et transmis en Préfecture le 7 avril 2016

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AVRIL 2016

Le sept avril deux mille seize, à 16 heures, le Conseil d'Administration de l'établissement public de coopération culturelle Centre Historique Minier, légalement convoqué le 16 mars 2016, s'est tenu au Centre Historique Minier, Salle Jules Mousseron, sous la Présidence de M. Joël PIERRACHE.

PRESENTS /REPRESENTES :

CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE NORD PAS DE CALAIS PICARDIE			COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS			COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR D'OSTREVENT		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
Mme Aurore COLSON	1		M. Alain SEGOND	1		M. Joël PIERRACHE	1	
M. Jean-Jacques PEYRAUD	1		M. Jean-Michel SZATNY	1		Mme Arlette DUPILET	1	
M. Frédéric NIHOUS	1		M. Henri JARUGA	1				
M. François DECOSTER		1	COMMUNE DE LEWARDE			ETAT		
M. Jean-Paul FONTAINE		1						
M. André MURAWSKI	1							
Mme Françoise COOLZAET	0		M. Alain BRUNEEL	0		M. Jean-François CORDET, représenté par Mme Myriam BOYER	1	

PERSONNALITES QUALIFIEES			REPRESENTANT DU PERSONNEL		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
M. Louis BEMBENEK	1		Non encore élu		
Mme Anne-Laure CARRÉ	1		Non encore élu		
M. Edouard DAPVRIL	1				
M. Jean HAJA	1				
Mme Jeannine MARQUAILLE	1				
M. Daniel MIO	1				
M. Michel PASCAL		1			
M. Jack VERLAINE	1				

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

- Mme Amy BENADIBA, Directrice-Conservatrice de l'Association Centre Historique Minier
- Mme Sylvie FERREY, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie
- Mme Léa ROUZÉ, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie

Le quorum (11) étant atteint, le Conseil d'Administration peut valablement délibérer.

- Présents : 17
- Votants : 20

MANDAT POUR L'IMMATRICULATION AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

DELIBERATION N° 2016-04-10 DU 7 AVRIL 2016 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n° 2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 portant création de l'établissement public de coopération culturelle CENTRE HISTORIQUE MINIER,

Vu les statuts de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER dans ses articles 9 et 10 relatifs aux attributions du Conseil d'Administration et du Président du Conseil d'Administration,

Le caractère de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER est industriel et commercial, pour obtenir son numéro SIRET et son code NAF (Code d'activité), il doit s'immatriculer au greffe du Tribunal de commerce.

Il est proposé au Conseil d'Administration de donner mandat à Mme Amy Benadiba, Directrice de l'EPCC et à M. Christophe Dumont, Directeur administratif et financier pour qu'ils puissent réaliser toutes les opérations d'immatriculation auprès du greffe du Tribunal de commerce.

Après en avoir délibéré le Conseil d'Administration décide :

- de donner mandat à Mme Amy Benadiba, Directrice de l'EPCC et à M. Christophe Dumont, Directeur administratif et financier, pour qu'ils puissent réaliser toutes les opérations d'immatriculation auprès du greffe du Tribunal de Commerce.

Votants : 20.

Fait à Lewarde, le 7 avril 2016

Le Président de l'EPCC

M. Joël PIERRACHE



Régulièrement publié et transmis en Préfecture le 7 avril 2016

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AVRIL 2016

Le sept avril deux mille seize, à 16 heures, le Conseil d'Administration de l'établissement public de coopération culturelle Centre Historique Minier, légalement convoqué le 16 mars 2016, s'est tenu au Centre Historique Minier, Salle Jules Mousseron, sous la Présidence de M. Joël PIERRACHE.

PRESENTS /REPRESENTES :

CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE NORD PAS DE CALAIS PICARDIE			COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS			COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR D'OSTREVENT		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
Mme Aurore COLSON	1		M. Alain SEGOND	1		M. Joël PIERRACHE	1	
M. Jean-Jacques PEYRAUD	1		M. Jean-Michel SZATNY	1		Mme Arlette DUPILET	1	
M. Frédéric NIHOUS	1		M. Henri JARUGA	1				
M. François DECOSTER		1	COMMUNE DE LEWARDE			ETAT		
M. Jean-Paul FONTAINE		1						
M. André MURAWSKI	1							
Mme Françoise COOLZAET	0		M. Alain BRUNEEL	0		M. Jean-François CORDET, représenté par Mme Myriam BOYER	1	

PERSONNALITES QUALIFIEES			REPRESENTANT DU PERSONNEL		
	P/R	Pouv.		P/R	Pouv.
M. Louis BEMBENEK	1		Non encore élu		
Mme Anne-Laure CARRÉ	1		Non encore élu		
M. Edouard DAPVRIL	1				
M. Jean HAJA	1				
Mme Jeannine MARQUAILLE	1				
M. Daniel MIO	1				
M. Michel PASCAL		1			
M. Jack VERLAINE	1				

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

- Mme Amy BENADIBA, Directrice-Conservatrice de l'Association Centre Historique Minier
- Mme Sylvie FERREY, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie
- Mme Léa ROUZÉ, Direction des Affaires Culturelles – Région Nord-Pas de Calais-Picardie

Le quorum (11) étant atteint, le Conseil d'Administration peut valablement délibérer.

- Présents : 17
- Votants : 20

AUTORISATION DE DEMANDE DE LICENCE OU DE TOUT AGREMENT

DELIBERATION N° 2016-04-11 DU 7 AVRIL 2016 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n° 2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,

EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2015 portant création de l'établissement public de coopération culturelle CENTRE HISTORIQUE MINIER,

Vu les statuts de l'EPCC CENTRE HISTORIQUE MINIER dans ses articles 9 et 10 relatifs aux attributions du Conseil d'Administration et du Président du Conseil d'Administration,

Attendu qu'une partie de l'activité de l'EPCC consiste en un débit de boissons, notamment alcoolisées,

Il est proposé au Conseil d'Administration de permettre à la Directrice de l'EPCC de faire les demandes, de porter les licences suivantes ou de les faire porter par un/e salarié/e la représentant : Licence permanente de débit de boissons.

Après en avoir délibéré le Conseil d'Administration décide :

- de permettre à la Directrice de l'EPCC Madame Amy Benadiba de faire les demandes, de porter les licences suivantes ou de les faire porter par un/e salarié/e la représentant : Licence permanente de débit de boissons.

Votants : 20.

Fait à Lewarde, le 7 avril 2016

Le Président de l'EPCC

M. Joël PIERRACHE



Régulièrement publié et transmis en Préfecture le 7 avril 2016